

Darfour : un règlement de la crise est-il possible ?

Partage international n° 229 - Septembre 2007

Le 31 juillet 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté unanimement le déploiement d'une armée internationale de 26 000 hommes au Darfour avec la capacité, selon le chapitre 7 de la charte des Nations unies, d'avoir recours à la force afin de protéger des civils attaqués et assister l'aide humanitaire.

Cette résolution a été initiée par le premier ministre britannique Gordon Brown et le président français N. Sarkozy dans le but de mettre fin à un an de dérive au niveau international sur cette question. Depuis que la rébellion a éclaté en 2003, les combats au Darfour ont coûté la vie à plus de 200 000 personnes et causé l'exode d'environ deux millions de personnes.

Toutefois, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Alpha Oumar Konare a causé une certaine consternation en annonçant que l'UA pourrait à elle seule fournir un nombre suffisant de soldats et qu'aucune aide militaire venant d'autres pays n'était nécessaire. « *Je peux affirmer que suffisamment de pays africains se sont engagés et que nous n'avons pas besoin de l'aide militaire des pays non africains* » a-t-il déclaré.

Le président de l'UA a fait cette annonce aux médias après s'être entretenu avec le président soudanais Omar al-Bashir. Il a également insisté sur le fait que l'armée hybride Nations unies - Union africaine forte de 26 000 hommes serait sous commandement africain, déclarant que l'UA « *ne permettra pas que*

cette force hybride soit sous aucun autre commandement » - ce qui est en contradiction avec ce qui avait été décidé quelques jours auparavant par le Conseil de sécurité.

La question de la nationalité est un sujet sensible et le Soudan aimerait que les forces de maintien de la paix étrangères se retirent.

Certains analystes pensent que cette attitude paraissant contraire aux résolutions du Conseil de sécurité est un geste d'auto-affirmation africaine, car l'Afrique peut fournir les moyens humains nécessaires, même si elle ne peut pas financer les opérations, les fonds devant venir des Nations unies.

Malgré ces récents rebondissements, il faut espérer que cette initiative aboutira à un règlement de la tragédie du Darfour.

Darfour

Sources : The Guardian, The Times, BBC ; UK

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)